

# Di Rupo peut-il soutenir Hollande ?

**Une polémique** est née suite à l'annonce d'une éventuelle présence d'Elio Di Rupo au meeting du candidat socialiste à l'élection présidentielle française, François Hollande, à Lille, le 17 avril prochain. Le caractère « asexué » de la fonction de Premier ministre va-t-il jusqu'à empêcher celui qui occupe le « 16 » de s'afficher aux côtés de membres de sa famille politique ?



© BELGA

## Pascal Delwit

Politologue à l'Université libre de Bruxelles



© OLIVIER PAPEGNIÉS

« Un Premier à une "réunion de famille", c'est fréquent »

Serait-il acceptable que le Premier ministre Elio Di Rupo s'affiche au meeting de François Hollande ?

De mon point de vue, oui. C'est assez classique d'ailleurs : je ne sais pas pourquoi on souève le problème ici, avec Elio Di Rupo. Les Premiers ministres, qu'ils soient de gouvernements homogènes ou de gouvernements de coalition, participent régulièrement à des réunions associant leurs amis politiques. Ainsi avant les conseils européens, il est très fréquent que les Premiers ministres en exercice participent aux réunions de leur famille politique. Récemment, la chancelière Angela Merkel, qui dirige un gouvernement de coalition, a participé à une réunion avec Nicolas Sarkozy... Bien sûr, il y a des limites à ne pas dépasser mais participer à une réunion publique d'un collègue de sa famille politique est quelque chose d'assez fréquent en Europe.

Pourquoi cette polémique alors, selon vous ?

L'attaque vient surtout du nord du pays : de la N-VA et du VLD. Il ne faut quand même jamais oublier que cela ne s'impose pas d'évidence en Flandre, dans certains secteurs de la société, qu'un Premier ministre soit en même temps francophone et socialiste... Dès lors, tout ce qui peut contribuer à mettre en évidence ce qui apparaît comme une « exceptionnalité » à la limite du tolérable le sera. Au fond, cela fait partie du jeu politique interne. Pour le reste, je le répète : vu dans la continuité, ce sont des choses assez classiques. En 2007, Didier Reynders avait participé aux meetings de François Bayrou et de Nicolas Sarkozy. Même certains Commissaires européens, qui en principe sont neutres politiquement, participent eux aussi à certaines réu-

nions de leur famille politique.

À ce propos, certains affirment qu'un vice-Premier (comme Didier Reynders, que vous avez cité) est le chef de file de son parti au gouvernement et qu'il peut donc afficher ses affinités politiques, à la différence du Premier, qui, lui, doit être politiquement (et linguistiquement) « asexué »...

Il faut alors demander pourquoi Guy Verhofstadt participait à certaines réunions du Parti européen des libéraux démocrates et réformateurs quand il était Premier ministre en exercice... Elio Di Rupo est compté sur le quota socialiste dans la formation du gouvernement, comme Guy Verhofstadt était repris sur le quota du VLD et Yves Leterme sur le quota du CD&V.

Que recouvre exactement ce caractère dit « asexué » du Premier ministre ?

Dans l'écrasante majorité des gouvernements, le Premier ministre est asexué linguistiquement, ce qui donne des gouvernements impairs : il n'est pas compté dans l'idée que le gouvernement fédéral doit être paritaire. Par ailleurs, dans les arbitrages internes, le Premier ministre ne peut pas véritablement représenter son parti : il doit être le lien entre les différentes sensibilités au sein de sa coalition. C'est la raison pour laquelle, quand Karel De Gucht a démissionné de la présidence du VLD et que Guy Verhofstadt l'a reprise (en 2004), on a tout de suite dit : « Il y a un problème ! » On ne peut pas être directeur politique du VLD et être chef du gouvernement... Il a donc rapidement abandonné ce poste. ■

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON

## Carl Devos

Politologue à l'Université de Gand (UGent)



© DOMINIQUE DUCHESNES

« Rien ne l'interdit, mais ce n'est pas une bonne idée »

Le Premier ministre Di Rupo peut-il soutenir le candidat François Hollande ?

Il peut s'il le veut, ce n'est pas une question de savoir s'il peut ou ne peut pas le faire. Juridiquement, légalement parlant ce n'est pas interdit. La vraie question, c'est de savoir si c'est intelligent. Elio Di Rupo est Premier ministre et socialiste, il est donc évident qu'il a des sympathies pour le candidat du PS français. Même s'il n'exprimait pas publiquement sa préférence, on se doute bien que l'ancien président du PS belge préfère Hollande à un autre candidat. Elio Di Rupo a évidemment toujours le droit d'avoir une opinion, mais il est avant tout Premier ministre...

Et donc...

Et donc il aura des contacts avec le futur président français en sa qualité de chef de gouvernement. Je sais que les sondages prédisent actuellement une victoire de François Hollande, mais ce ne sont que des sondages et on ne sait jamais ce qui peut arriver... Si Sarkozy est réélu, par exemple, imaginons un instant qu'il ait retenu que le Premier ministre belge avait ouvertement pris fait et cause pour son adversaire le plus direct. Que se passerait-il si dans un dossier sensible comme celui de Dexia si la Belgique demandait une nouvelle répartition des garanties entre les deux Etats ? Il va faire quoi Sarkozy ? C'est ce à quoi Di Rupo doit penser : l'impact sur les relations entre les deux pays. Cela dit, il ne faut pas exagérer et en faire tout un drame non plus. Mais en ce qui me concerne, je conseillerais très clairement de la réserve, de la prudence. C'est toujours mieux quand un chef de gouvernement s'abstient d'intervenir dans une campagne électorale

d'un pays voisin ou à l'étranger en général.

S'il le fait quand même, cela pourrait-il nuire à son image en Flandre ?

Non, je ne crois pas. Comme je ne crois pas non plus que la question fasse davantage débat en Flandre que côté francophone.

La N-VA a réagi du côté de l'opposition, l'Open VLD et le MR côté majorité...

C'est bien ce que je disais, ce n'est pas une polémique purement flamande mais plutôt une question politique pour des partis de centre droit. Ils sont là pour lui rappeler qu'il n'est plus président du PS mais Premier ministre. C'est d'ailleurs pour cette raison que je trouve qu'il ferait mieux de ne pas y aller.

Y a-t-il des exemples similaires dans le passé ?

De mémoire, comme ça, je ne pourrais pas l'affirmer, mais je ne pense pas que ce soit un cas unique. J'ai de vagues souvenirs d'Yves Leterme soutenant Jan Peter Balkenende aux Pays-Bas, mais bon... Cela dit, il y a aussi le fait qu'Elio Di Rupo est candidat bourgmestre à Mons. Ça aussi c'est du jamais-vu, mais ce n'est pas interdit. Il faudra s'y faire...

Le meeting de Lille est dans une dizaine de jours, encore le temps d'y réfléchir...

Je suppose qu'il ne va plus en parler, ne plus faire de commentaire en la matière. Au niveau de la politique étrangère, il doit un peu se comporter comme un diplomate. Et un diplomate ne dit pas qu'il préfère tel candidat à tel autre. Jusqu'à présent, Di Rupo s'en est plutôt bien tiré. ■

Propos recueillis par PHILIPPE DE BOECK